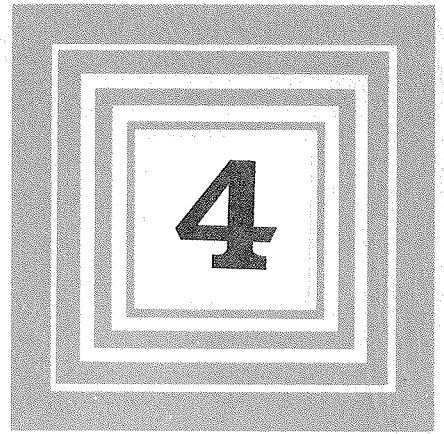




Centre du Droit de l'Entreprise

DOSSIERS BREVETS 1992

ÉDITION GÉNÉRALE

Collaborateurs

1. F. ALCADE

Maître de conférences - Directeur des enseignements de fiscalité à la Faculté de Droit de Montpellier-
Avocat à la Cour

1me M.E. ANDRE

Maître de conférences à la Faculté de Droit de Montpellier

1. J. AZEMA

Professeur à la Faculté de Droit de Lyon et au CEIPI - Directeur au Centre Paul Roubier

1. J.J. BURST

Professeur à La Faculté de Droit de Strasbourg - Directeur général du CEIPI

1. A. CASALONGA

Ingénieur diplômé de l'Ecole Polytechnique de Zurich - Diplômé du CEIPI- Conseil en Brevets

1. A. CATHERINE

Ingénieur diplômé au CEIPI - Service des Brevets de General Electric (Munich)

1. A. CHAVANNE

Professeur émérite à la Faculté de Droit de Lyon et au CEIPI

1. J.M. DELEUZE

Professeur associé honoraire à la Faculté de Droit de Montpellier

1. R. DEPELSENAIRE

Directeur honoraire à la DG 2 de l'Office Européen des Brevets

1. F. HAGEL

Responsable Brevets, Contrats - Etude et Production Schlumberger

1. R. KOVAR

Professeur à la Faculté de Droit de Strasbourg

1. Ph. KOHN

Mandataire en brevets européens - Cabinet Lavoix - Paris

1. M. LE BRUSQUE

Diplômé du CEIPI - Conseil en brevets - Cabinet Lavoix - Limoges

1. C. LE STANC

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier - Professeur au CEIPI - Avocat à la Cour

1. A. LUCAS

Professeur à la Faculté de Droit de Nantes

1. D. MAUREL

Avocat au barreau de Narbonne

1. JM. MOUSSERON

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier - Directeur du Centre du Droit de l'Entreprise

1me M. MOUSSERON

Avocat au Barreau de Paris (Cabinet Jeantet et associés)

1. L. PETRANKER

Docteur en Droit de la Propriété Industrielle

1. JL. PIERRE

Docteur en Droit - Avocat au Barreau de Lyon (Cabinet Moquet, Bordes et associés) - Professeur associé à la Faculté de Droit de Lyon

1. J. RAYNARD

Professeur à la Faculté de Droit de Lyon II

1. Y. REBOUL

Professeur à la Faculté de Droit de Strasbourg - Directeur de la section française du CEIPI

1me J. SCHMIDT

Professeur à la Faculté de Droit de Lyon - Professeur au CEIPI

1me V. SELINSKY

Maître de conférences à la Faculté de Droit de Montpellier

1me A. SONNIER

Maître de conférences à la Faculté de Droit de Montpellier

1. JP. STENGER

Docteur en Droit - Avocat à la Cour d'Appel de Paris

1. P. VIGAND

Ingénieur E.S.E. - Docteur en Droit - Service des Brevets SOSPI - Professeur au CEIPI

1. M. VIVANT

Doyen de la Faculté de Droit de Montpellier - Professeur au CEIPI

1. G. WEISS

Juriste à l'Office Européen des Brevets

Directeur de la Publication

Bibliothèque

● Actualités de Droit de l'Entreprise

- Les ordonnances de septembre 1967 et le droit commercial (1969)
- Actualités de droit de l'entreprise 1968 (1969)
- Les services communs d'entreprises (1974)
- L'exercice en groupe des professions libérales (1975)
- Le know-how (1976)
- L'avenir de la publicité et le droit (1977)
- Garanties de résultat et transfert des techniques (1978)
- Droit social et modifications des structures de l'entreprise (1979)
- Les inventions d'employés (1980)
- La clause de réserve de propriété (1981)
- Le nouveau droit du crédit immobilier (1981)
- Concurrence et distribution (1982)
- Producteurs, distributeurs : quelle concurrence ? par JM. Mousseron (1986)
- Les techniques de privatisation des entreprises publiques par L. Rapp (1986)
- Le Droit français nouveau de la concurrence par JM. Mousseron et V. Sélinisky (2° éd. 1988)

● Bibliothèque de Droit de l'Entreprise

- Le contrôle de la gestion des sociétés anonymes, par R. Contin (1976).
- Les réserves latentes, par R. Abelard (1977)
- Dix ans de droit de l'entreprise (44 études - 1076 pages) publié avec le concours du CNRS (1976)
- Les contrats de sous-traitance, par G. Valentin (1978)
- Les causes d'extinction du cautionnement, par Ch. Mouly (1980)
- L'entreprise et le contrat, par D. Ledouble (1981)
- Les techniques de renflouement des entreprises en difficulté, par JP. Haehl (1981)
- Transferts indirects de bénéfices à l'étranger, par JL. Bilon (1981)
- Les prêts et avances entre sociétés d'un même groupe, par D. Ohl (1982)
- La profession libérale en droit fiscal, par F. Alcade (1984)
- Les pratiques discriminatoires, par A. Bernard-Seyfert (1985)
- Les pouvoirs de l'employeur à l'occasion de la grève, par J.E. Ray (1985)
- Les groupements d'entreprises pour les marchés internationaux, par M. Dubisson (2° éd. 1985)
- Les obligations du mandataire, par Ph. Pétel (1988)
- La réserve de propriété dans la vente de meubles corporels, par F. Perochon (1988)
- Le Capital social, par S. Dana-Demaret (1989)
- Les contrats de la Grande Distribution, par M.E. André (1991)
- Droit d'auteur et conflits de loi, par J. Raynard (1991)
- Le crédit documentaire : évolution et perspectives, par E. Caprioli (1992)
- La force du travail (Etude juridique), par T. Revet (1992)

SERIE DROIT DE L'INFORMATIQUE / DROIT DE L'INFORMATION

- Les transactions internationales assistées par ordinateur, CELIM : 1
- Droit communautaire et Liberté des flux transfrontières, CELIM : 2
- La protection du logiciel en Europe (1989)

● Bibliothèque de Propriété Industrielle (C.E.I.P.I.)

- L'épuisement du droit du breveté (1971)
- La copropriété des brevets d'invention (1973)
- Le know-how : sa réservation en droit commun par R. Fabre (1976)
- L'acte de contrefaçon, par Ch. Le Stanc (1977)
- Juge et loi du brevet, par M. Vivant (1977)
- Les contrats de recherche par Y. Reboul (1978)
- Traité des brevets : régimes national, européen, communautaire, international (tome 1 : l'obtention du brevet) par JM. Mousseron, avec le concours de J. Schmidt et P. Vigand (1984)

● Dossiers Brevets

- 6 livraisons par an, regroupant études, documents et dossiers de jurisprudence (Décisions françaises et européennes, Brevets, Guides de lecture)

● La Lettre de la Distribution

- Chaque mois les informations les plus récentes en droit de la distribution et de la concurrence (adhésion à Droit et Distribution)

● Cahiers de Droits de l'Entreprise

- Supplément bimestriel à la Semaine Juridique (Editions E.)

CENTRE DU DROIT DE L'ENTREPRISE - FACULTE DE DROIT DE MONTPELLIER

39, rue de l'Université - 34060 MONTPELLIER Cedex - Tél. 67.61.54.84 - TéléFax : 67.61.54.85

MAGISTERE

Diplôme de Juriste-Conseil d'Entreprise

Avec l'Institut de Droit et Economie des Affaires de LYON, la Faculté de Droit de POITIERS, l'Institut de Droit des Affaires de RENNES et les Facultés de Droit de STRASBOURG, de TOULOUSE et de NANCY, l'Ecole du Droit de l'Entreprise de MONTPELLIER assure la préparation au Diplôme de Juriste-Conseil d'Entreprise (D.J.C.E.)

Depuis 1986, l'Ecole du Droit de l'Entreprise de MONTPELLIER a été habilitée avec les universités d'AIX, de DIJON, de LYON, de NANCY, de PARIS I, II, et X, à assurer la formation nouvelle de 2^e et 3^e cycles de haut niveau, sanctionnée par le MAGISTERE DE JURISTE CONSEIL D'ENTREPRISE.

D.J.C.E. /Voie Longue
Entrée sur DEUG - 3 ans d'études
sanctionné par le
"MAGISTERE-DJCE"

D.J.C.E./Voie courte
Entrée sur Maîtrise de Droit - 1 an d'études
sanctionné par le
"DESS-DJCE"

Cette formation est assurée selon les techniques retenues par les Grandes Ecoles Scientifiques :

- sélection à l'entrée (15% d'admis)
- enseignement long (40 heures par semaine pendant 13 mois)
- enseignement appliqué avec forte charge d'exercices pratiques
- collaboration de spécialistes praticiens et universitaires de différentes techniques juridiques :
action commerciale internationale, techniques comptables, fiscales, contractuelles, financières, sociales, sociétaires, informatique juridique, propriété industrielle, langues.

Cette formation comporte deux mois de stage en cabinet ou service juridique ou fiscal d'entreprise. Elle est conclue par un mois de spécialisation (Droit des Sociétés, Droit Economique, Fiscal, Social)



Pour tous renseignements, s'adresser à :

- Institut de Droit et Economie des Affaires - Faculté de Droit de Lyon (Directeur : Pr. J. Schmidt)
15, quai Claude Bernard - 69365 Lyon Cedex 1 - Tél. 72.72.20.62
- Ecole du Droit de l'Entreprise - Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Montpellier
(Directeur : Pr. J.M. Mousseron)
39, rue de l'Université - 34060 Montpellier Cedex - Tél. 67.61.54.80 - Téléfax 67.61.54.85
- Institut de Droit des Affaires (Directeur : Pr. P. Merle)
13, Place Carnal - 54035 Nancy - Tél. 83.32.99.38
- Institut du Droit de l'Entreprise - Faculté de Droit de Poitiers (Directeur : Pr. J.J. Daigre)
93, avenue du Recteur Pineau - 83000 Poitiers - Tél. 49.45.31.54
- Centre de Droit des Affaires - Faculté des Sciences Juridiques (Directeur : Pr. J. Paillusseau)
9, rue Jean Macé - 35042 Rennes - Tél. 99.84.76.06
- Centre de Droit des Affaires - Faculté de Droit de Strasbourg (Directeur : Pr. P. Storck)
Esplanade, Place d'Athènes - 67084 Strasbourg Cedex - Tél. 88.41.42.19
- Université des Sciences sociales (Directeur : Pr. C. Houin Saint Alary)
Place Anatole France - 31000 Toulouse - Tél. 61.63.36.24

I - ETUDE

* Communiqué de Presse de l'OMPI du 1er octobre 1992 relatif au Traité de Coopération en matière de brevets (PCT)

II - JURISPRUDENCE

1. - Com.22 janvier 1991
Société BARTISSOL CRUSE DIFFUSION c. Directeur général des impôts
Req. n.89-12.357
- Cession d'une marque : valeur à fixer pour l'assiette du droit proportionnel d'enregistrement
2. C.A.A. PARIS 14 février 1991
Ministre délégué, chargé du budget c. Mme CHARONNAT
Req. n. 89 PA 01187
- Redevances de cession ou de licence de brevets perçue par l'héritier de l'inventeur
Application du taux réduit d'imposition de 10 %
3. C.A.A. PARIS 4 avril 1991
S.a. LILLY FRANCE c. Ministre de l'économie, des finances et du budget
Req. n.89 PA 02038
- Redevances de licence d'inventions et de marques.
Fiscalité pour l'entreprise cessionnaire : non incorporation dans les stocks
4. C.E. 8 avril 1991
Jean RENAULT c. Ministre délégué auprès du Ministre d'Etat, Ministre de l'économie, des finances et du budget
Req. n.87017
- Redevances d'invention perçues par une personne physique :
Application du régime des plus-values à long terme des bénéfices non commerciaux
5. C.E. 3 juin 1991
Ministre délégué auprès du Ministre d'Etat, Ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget, c. H. NAJER
Req. n.78312.
- Sommes versées par une société à son directeur des services de recherche : qualification de produits de la propriété industrielle imposés selon le régime des plus-values à long terme
6. C.A.A. BORDEAUX 15 juin 1991
J.C. COMMARIEU c. Ministre délégué, chargé du budget,
Req. n.90 BX 99321
J.P. LARRALDE c. Ministre délégué, chargé du budget
Req. n.90 BX 00314 et BX 00315
P. CAUBET c. Ministre délégué, chargé du budget
Req. n.90 BX 00320
- Créateurs indépendants de logiciels : nature des bénéfices non commerciaux des sommes reçues; modalités d'assujettissement à la taxe professionnelle
7. C.E. 11 octobre 1991
Ministre délégué auprès du Ministre d'Etat, Ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget c. J.P. TISSEYRE
Req. n.48278
- Sommes versées par une société à l'un de ses anciens cadres dirigeants : qualification de salaires ou de dommages intérêts; refus de qualification de produits de cession d'inventions
8. C.A.A. NANTES 27 novembre 1991
Ministre délégué au budget c. SOCIÉTÉ RIKER / 3M
Req. N.90 NT 00440
- Redevances de licence. Fiscalité pour l'entreprise concessionnaire :
non incorporation dans les stocks

9. C.A.A.NANTES 11 décembre 1991

S.a.JOUVEINAL LABORATOIRES c. Ministre délégué, chargé du budget

Req. n.90 NT 00443

- Redevances perçues pour l'exploitation d'inventions :
conditions d'application du régime d'imposition atténuée

10. C.A.A.PARIS 12 décembre 1991

S.a.ROLANDE DE TERIAN c. Ministre délégué, chargé du budget

Req. n.89 PA 01453

- Redevances de procédés de fabrication et de marques versées par une société française à
une association de droit Nord Américain : conditions de forme et de fond de déductibilité,
et exigibilité de la retenue à la source

11. C.A.A.NANTES 11 décembre 1991

S.a.VILMORIN c. Ministre délégué, chargé du budget

Req. n.91 NT 00230

- Société commerciale ayant conclu avec des agriculteurs-multiplicateurs des conventions
de multiplication des semences : conditions pour bénéficier de l'exonération de taxe
professionnelle

LE PRESENT NUMERO A ETE REALISE

par

Jean-Luc PIERRE

Avocat au Barreau de Lyon

Cabinet Moquet Borde et Associés

Professeur Associé à l'Université de Lyon III